



TCL bus

Lundi 10 février 2025

La brutalité des exploiteurs et la force du monde du travail

Dans une conférence de presse à Washington, devant un Netanyahu souriant, Trump a déclaré vouloir vider de sa population la bande de Gaza en grande partie détruite par les bombes israéliennes, la passer sous contrôle américain et la transformer en « Côte d'Azur ».

Manigances contre les peuples

Ainsi ces deux complices, le génocidaire et son donneur d'ordres, clament une fois de plus leur mépris des pauvres et des Gazaouis. Mais expulser deux millions de Palestiniens porteurs de colère et de révolte, ce n'est pas si facile, d'autant que ni l'Egypte ni la Jordanie ne veulent les accueillir, de peur que leur arrivée suscite un élan de solidarité et déstabilise leur régime. Car le souvenir des « printemps arabes » est encore vif parmi les dictateurs du Moyen-Orient. Mais les déclarations de Trump constituent d'ores et déjà un formidable encouragement à la colonisation de la Cisjordanie et aux attaques menées par les colons contre les villages palestiniens.

Les dirigeants européens en appellent hypocritement au droit international et au maintien du « cadre d'un futur État palestinien, sous l'égide de l'Autorité palestinienne », comme a déclaré le ministre français des Affaires étrangères. Mais depuis quand le droit et les institutions internationales protègent-ils les peuples du colonialisme, des massacres, des guerres et des oppressions ? Le déchainement de la guerre au Kivu, dans l'est de la république démocratique du Congo, le montre bien : les parlottes à l'ONU couvrent le pillage des multinationales. La différence est que désormais le soudard grossier et cynique qui occupe la Maison-Blanche ne mâche pas ses mots et exprime crûment la volonté brutale du principal impérialisme de mettre la planète en coupe réglée au profit exclusif du grand capital et des ultra-riches.

La politique du capital

Le gouvernement Trump a commencé la réalisation de son programme d'extrême droite. Il a gelé une grande partie de l'aide internationale américaine, expulsé à grand spectacle quelques milliers de

migrants, attaqué les fonctionnaires fédéraux, déclaré la guerre aux personnes transgenres, etc. Il déroule cette politique à grand renfort de publicité et de déclarations fracassantes et outrancières, mais avec une certaine prudence et en prenant bien garde de toujours tenter de dresser les uns contre les autres, en désignant à chaque mesure une catégorie seulement de la population présentée comme responsable des malheurs de tous.

Cette attitude à la fois démagogique et précautionneuse se retrouve à son échelle ici. Comme aux États-Unis, le gouvernement Bayrou décalque la démagogie de l'extrême droite et s'attaque d'abord aux migrants, par des expulsions montées en épingle et par les déclarations du ministre de l'Intérieur visant à supprimer le droit du sol à Mayotte. Ici aussi, il désigne les fonctionnaires et les services publics, rendus responsables du déficit de l'État. Les droits des chômeurs se réduisent et les plans de licenciements se succèdent, mais gouvernement et patronat prennent soin d'éviter que les colères se rassemblent.

Une seule solution : la révolution !

Car ils marchent sur un volcan prêt à exploser et ils le savent. Ces dirigeants sans pitié et tout dévoués à la classe des capitalistes se moquent de la misère des peuples et de déchaîner guerres et génocides. **Leur crainte est que travailleurs et travailleuses, au Moyen-Orient, aux États-Unis, en France et partout dans le monde, s'organisent, se révoltent et menacent l'ordre capitaliste.** Tout le bien qu'on leur souhaite, c'est que non seulement ils le menacent, mais qu'ils le détruisent. Car c'est bien dans cette direction que se trouve l'avenir de la planète : la révolution et la construction d'une société enfin humaine.

Questionnaire QVT (Qui Veut Trimer)

Après avoir communiqué un « pré-diagnostic » de plus de 43 pages sur nos conditions de travail, la direction nous propose de remplir un nouveau questionnaire à ce sujet. Ce qui est notable, c'est que le problème des bas salaires n'y est évoqué que de manière au mieux allusive, bien loin de la réalité de cette préoccupation.

De la même manière, toute amélioration des conditions de travail n'est envisagée qu'à moyens constants. Autant dire que notre « bien-être au travail » n'est en fait pas la priorité face aux profits de Keolis.

Alors pourquoi pas utiliser ces questionnaires pour vider notre sac, mais sans illusions. Pour que nos salaires et nos conditions de travail s'améliorent vraiment, c'est collectivement que nous devrons remplir notre cahier de revendications, et nous mobiliser pour obtenir satisfaction !

Stress sur la ville

Il est certain que pour lutter contre le changement climatique, il faut réduire l'usage de la voiture et favoriser les transports en commun, la marche, le vélo, et ainsi de suite. Mais en l'état, les changements dans l'urbanisme sont tels que nous nous retrouvons sous pression, à partager avec nos véhicules lourds les mêmes voies « réservées » que les petits deux roues. On aurait bien des choses à dire pour que la ville soit mieux organisée et plus sûre pour tout le monde, pourtant nous ne sommes jamais consultés.

Nouvelle instrumentalisation du gouvernement

La semaine dernière, le gouvernement a récupéré un grave accident de car ayant causé la mort d'une jeune collégienne pour faire un coup de com' répressif. Assurer notre sécurité et celle des voyageurs est un sujet trop important pour qu'on laisse capo Retailleau faire une démonstration policière aussi intimidante qu'inefficace. Jugez plutôt : près de 10 000 contrôles ont eu lieu et seulement 0,5% des collègues sont en faute. C'est 0,5% de trop, mais ce n'est pas non plus l'épidémie contre laquelle le gouvernement prétend vouloir lutter. Pour enterrer la consommation de substances psychoactives incompatibles avec la conduite, ce n'est pas de flics qui viennent une fois après un drame dont on a besoin, mais d'une

conscience professionnelle forte, assise sur des collectifs de travail soudés !

Assassinat d'une jeune fille : l'extrême-droite en embuscade

L'assassinat de Louise, retrouvée morte à proximité de son école en région parisienne, a soulevé une indignation légitime dans l'opinion. Et l'extrême droite en mode charognard a tenté de récupérer le drame pour faire passer ses idées racistes.

Ainsi, lorsqu'un couple a été interpellé peu après le meurtre, *Le Journal du Dimanche* et CNews ont évoqué un suspect « de type nord-africain », donnant le prénom et l'initiale du nom de famille. Le couple a été relâché et mis hors de cause, mais c'était déjà trop tard : les insinuations anti-immigrés ont pu faire leur œuvre.



GBH en tête de la pwofytasion

Sommé par la justice de publier ses comptes avant le 13 février, le Groupe Bernard Hayot (GBH) vient d'annoncer un bénéfice net de 227,4 millions d'euros pour 2023, en hausse de 11 % par rapport à l'année précédente et un chiffre d'affaires de 4,945

milliards d'euros. Basé en Martinique et présent dans de nombreux territoires ultramarins, ce groupe familial de békés (descendants des colons esclavagistes) jouit d'un monopole de la grande distribution qui lui permet de réaliser des marges faramineuses, dénoncées par le mouvement contre la vie chère en Martinique.

La colonisation continue en Palestine

Construire une Côte-d'Azur sur les ruines de Gaza n'était pas assez pour lui, Trump menace maintenant les Palestiniens de vivre un « enfer » si les otages ne sont pas libérés d'ici samedi. Il promet de couper les vivres à la Jordanie et à l'Egypte si ces pays n'acceptent pas d'accueillir des réfugiés sans retour, c'est-à-dire s'ils ne sont pas des complices actifs du nettoyage ethnique en cours. La trêve négociée entre le Hamas et Israël est un soulagement de courte durée pour les Palestiniens. Pour mettre fin au colonialisme et à 80 ans de massacres, il faudra davantage qu'un fragile cessez-le-feu, il faudra en finir avec l'impérialisme qui domine la région et dont Israël n'est qu'un des gendarmes sur place.